

depuis 1935. Devons-nous protéger les politiques américaines en adoptant inévitablement les mêmes politiques au Canada, même si notre position est très différente? Je ne veux aucunement me montrer anti-américain, nous ne pouvons nous permettre de tels luxes. Nous devrions nous fonder sur la logique et la raison en élaborant nos propres politiques, surtout en ce qui concerne les problèmes financiers que nous étudions présentement. Apparemment, nous devons demeurer à la traîne et nous accrocher à une politique surannée qui consiste à perpétuer une situation monétaire internationale qui a tari les sources des fonds internationaux et du change; nous en sommes venus à être plus en danger aujourd'hui sur le plan international que sur le plan intérieur.

• (5.10 p.m.)

Je soutiens que la politique actuelle de taux d'intérêts élevés ne remédiera pas aux problèmes économiques du Canada. Son seul résultat consiste à hausser le coût de la vie des Canadiens. Le gouvernement réussirait bien mieux, il me semble, à remédier au problème dont nous parlait le ministre des Finances aujourd'hui, en cherchant à réduire les taux d'intérêt. Lorsqu'il s'agit d'un secteur de notre économie aussi essentiel que celui de la construction domiciliaire, nous devrions sûrement adopter un autre genre de politique, en ce qui concerne les taux d'intérêts.

On nous dit qu'il nous faut augmenter nos impôts. Nous payons actuellement 1.4 milliard de dollars d'impôts sur la dette nationale seulement, ce qui n'a jamais été aussi considérable, même en temps de guerre. Le ministre nous prie de comprendre la situation, mais comment comprendre, quand il s'agit d'une politique comme celle-là?

Le ministre recommande l'établissement d'un Bureau de revision. Qu'entend-il par là? Je l'ignore. Il ne nous a donné aucune précision à ce sujet. S'il faut entendre par là un certain mode d'action et une autorité capable de mettre fin au problème incessant des salaires et du coût, qui se pose pour nos agriculteurs, nos travailleurs et l'ensemble des Canadiens, ce pourrait être une formule salutaire. Mais nous ne savons vraiment pas de quoi il s'agit, du moins pas d'après ce qu'en a dit le ministre.

Le ministre parle de geler la croissance de la fonction publique. C'est une bonne manière de faire des économies. C'eût été, me semble-t-il, un bon système pour arrêter la hausse des prix, si cette politique avait été inaugurée l'an dernier, ou l'année précédente, ou même avant cela. Dans notre contexte économique, les gouvernements ont crû deux ou parfois trois fois plus que la productivité. Nous sommes donc obligés d'envisager de plus en plus

[M. Thompson.]

sérieusement les solutions maintes et maintes fois évoquées par le président du Conseil privé, qui s'efforce de convaincre le peuple canadien que le seul moyen de résoudre ce problème est d'adopter la politique des gouvernements socialistes d'autres pays et celle que défend ici à la Chambre le Nouveau parti démocratique.

Le porte-parole du Nouveau parti démocratique a dit aujourd'hui que, si nous mettions en pratique les recommandations de la Commission Carter et du rapport Watkins, nos problèmes seraient peut-être résolus. Tout ce qu'on y demande, c'est de tuer la poule aux œufs d'or et de jeter ces œufs. Des gouvernements socialistes d'autres pays ont établi à maintes reprises l'insuffisance de telles politiques.

C'est étrange comme nombre de ceux qui cherchent le salut économique dans quelque formule socialiste croient que seul Harold Wilson peut conserver la maîtrise et l'initiative dans la gestion des affaires de Grande-Bretagne. Je vais lire quelques lignes d'un vieux sage qui demeure à Saskatoon. Il s'agit de A. P. Waldron, collaborateur de *The Western Producer*. En fait de lecture, je ne puis recommander de sage canadien plus profond au ministre des Finances. Ses commentaires paraissent chaque semaine dans le journal agricole de l'Ouest dont j'ai parlé. Il dit ceci la semaine dernière:

La raison de l'échec de M. Wilson, c'est que si radicale, voire révolutionnaire, que soit l'idéologie socialiste dans d'autres domaines, elle semble ne pas y voir clair quand il s'agit du système monétaire. Les gouvernements socialistes et leurs ministres des Finances, depuis Snowden, ont toujours strictement adhéré à une politique financière orthodoxe, comme le font presque tous les économistes professionnels. Ils se soumettent presque sans discussion aux édits de la puissance de l'argent même si c'est humiliant, parce qu'ils croient autant que les banquiers à ce qu'on appelle des doctrines financières saines.

Pourquoi les socialistes, si prompts à contester à peu près tous les aspects du capitalisme, font-ils une exception pour la politique financière? Nous ne prétendons pas le savoir. Il y a un fait qui peut les avoir influencés, du moins jusqu'à ces derniers temps: c'est leur conviction que la propriété publique pourrait et devrait résoudre presque tous les problèmes. Mais la propriété ou le contrôle des bastions du système financier à l'intérieur d'un pays, c'est-à-dire les banques centrales, n'a rien réglé. Il est sans importance que ces institutions soient la propriété du gouvernement ou de l'entreprise privée, aussi longtemps que la politique financière nationale et internationale actuelle continue à respecter les règles du jeu.

Les règlements d'une association lient tous ses membres, et les socialistes, tout comme les autres partis politiques, refusent obstinément de croire qu'il faille remettre en question le système monétaire, et a fortiori le modifier, pour répondre aux exigences modernes de l'automatisation.

Nous devons tenir compte de la situation actuelle pour concevoir un régime monétaire